



Cultiver la paix

Pendant 12 ans, El Salvador a été ravagé par les combats entre les forces gouvernementales et les armées rebelles. Souvent, les civils, et même des femmes et des enfants, ont été forcés de se joindre aux hostilités.

Tel a par exemple été le cas d'Elba, agricultrice pauvre de la région montagneuse de Chalatenango. Lorsque les rebelles sont arrivés dans son village, raconte Elba, ils ont eu recours à la propagande pour transformer les villageois en combattants. "Ils nous entraînaient et nous avertissaient qu'un jour, nous devrions quitter nos foyers et nous perdriions nos familles", se rappelle-t-elle. Ce jour n'a pas tardé à venir, et la famille d'Elba a été divisée et répartie en différents pelotons. Son mari et son fils aîné ont été affectés à l'un d'eux, tandis qu'elle-même et son père âgé et ses deux autres enfants ont été incorporés dans un autre.

Le père et le mari d'Elba sont l'un et l'autre morts le même jour. Mais Elba et ses enfants ont réussi à survivre au conflit et, après l'accord de paix, en 1992, ont regagné leur petit lopin de terre. L'agriculture dans la région avait été sérieusement perturbée pendant la guerre et beaucoup de terres, dont celle d'Elba, avaient été incendiées par les soldats.

Avec une aide financière du FIDA, une organisation appelée Prochalate a commencé à aider les agriculteurs de Chalatenango à recommencer à cultiver leur terre. Prochalate a également appris aux agriculteurs des techniques agricoles plus respectueuses de l'environnement ainsi qu'à diversifier, traiter et commercialiser leur production.

Aujourd'hui, Elba a remis ses terres en état et a appris comment améliorer la fertilité du sol au moyen d'herbicides et d'engrais improvisés. Elle a également commencé à cultiver des fruits et des légumes qui se vendent plus cher au marché. Des milliers d'agriculteurs de la région ont pu accroître leurs revenus grâce au projet de Prochalate, qui a créé non seulement la sécurité économique mais aussi un endroit où la paix peut prospérer.

Reconstruire le secteur agricole

En Bosnie-Herzégovine, quatre années de guerre ont dévasté le secteur agricole et fait voler en éclats l'économie du pays, à vocation agricole. La plupart des hostilités se sont déroulées dans les campagnes et ont dévasté les terres et détruit le matériel agricole. Beaucoup des animaux de ferme ont également été volés ou tués. À la fin du conflit, un quart seulement des 600 000 têtes de bétail du pays avaient survécu et la production laitière avait été pratiquement réduite à néant.

Nusreta Sejto a perdu la première de ses deux vaches dans un bombardement lors d'un combat qui a fait rage près de chez elle, sur un coteau voisin de Sarajevo. Les hostilités étaient si intenses que Sejto devait attendre le coucher du soleil pour traire sa dernière vache et s'occupait de son petit verger et de son potager. Finalement, elle a été forcée de vendre sa dernière vache pour acheter des aliments. Dépourvue d'animaux, cependant, Sejto et sa famille n'avaient plus de biens et leur situation n'a cessé d'empirer peu à peu.

Aujourd'hui, grâce à une initiative conjointe du FIDA et de la Banque mondiale, Sejto a pu acheter une nouvelle vache au moyen d'un prêt à conditions hautement favorables. Le projet a distribué près de 4 000 vaches aux agriculteurs de la région, auxquels a été proposé soit de rembourser 1 500 USD pour chaque animal, soit de le remplacer. Comme les nouvelles variétés importées sont génétiquement supérieures à celles des animaux tués ou disparus pendant les combats, la production de lait s'est considérablement accrue. Par exemple, chaque vache importée produit environ 90 litres de lait, soit plus du double de ce que produisaient les vaches locales avant la guerre. Ainsi, des agriculteurs comme Sejto non seulement ont-ils pu reconstruire leurs moyens de subsistance mais encore améliorer leurs perspectives économiques.

Conflit

Se battre pour la paix durable

Au cours des 25 dernières années, au moins 80 guerres ont secoué le monde. Si leurs théâtres varient, les conflits violents d'aujourd'hui présentent quelques similitudes frappantes: il s'agit presque toujours de guerres civiles et la plupart des victimes sont des civils et non des combattants.

La plupart de ces conflits internes se sont déroulés dans des pays pauvres, ce qui a entravé leur développement. En fait, plus de la moitié des pays où opèrent actuellement des organismes internationaux d'aide au développement sont affectés par la guerre. Regrettablement, la majorité de ces conflits sont des phénomènes continus et non des situations d'urgence temporaire. En moyenne, les conflits contemporains durent environ huit ans, c'est-à-dire deux fois plus qu'avant 1980. Et beaucoup plus nombreux sont ceux qui meurent de faim et de maladie que par suite des hostilités proprement dites.

Les guerres civiles contemporaines, en outre, affectent beaucoup plus souvent d'autres pays. Non seulement les hostilités franchissent-elles fréquemment les frontières et attirent-elles des forces étrangères, mais encore les pays voisins doivent souvent faire face au fardeau que représentent l'afflux de réfugiés, l'apparition de maladies et une présence militaire accrue. Les guerres civiles perturbent les échanges, découragent les investissements et dépriment l'expansion économique au niveau de régions tout entières, et aggravent également le risque que d'autres pays se trouvent eux aussi plongés dans une guerre civile. Même éloignés, les pays développés sont affectés par les conflits d'autres pays car l'insécurité engendre un certain nombre de problèmes mondiaux d'envergure croissante comme le terrorisme, le VIH/sida et le trafic illégal d'armes et de drogues.

La nature des conflits contemporains met en relief la nécessité urgente de bien comprendre leurs causes et leurs conséquences, et de trouver de nouvelles solutions pour y faire face. La reconstruction après le conflit ne suffit pas. L'instabilité endémique exige des solutions à plus long terme, et la prévention et la gestion des conflits sont des éléments essentiels de l'équation.



Les femmes et la guerre

Si ce sont surtout les hommes qui sont impliqués directement dans les hostilités, les femmes sont, pendant les conflits armés, plus affectées par la violence et par l'instabilité économique.

Pendant des conflits violents, les femmes sont victimes de viol, de violences au foyer, d'exploitation sexuelle, de trafic, d'humiliations sexuelles et de mutilations. Toute cette violence peut avoir de sérieuses répercussions physiques et psychologiques pour les femmes. Par exemple, les femmes capturées pendant les conflits qui ont fait rage dans la région des Grands Lacs en Afrique ont apparemment été violées par des soldats dont on savait qu'ils étaient séropositifs dans le but de propager l'infection.

En temps de guerre, les femmes doivent souvent assumer le rôle de chef de ménage, qui peut être source de discrimination et priver de nourriture et de santé la famille tout entière. La pauvreté chronique tend à être plus répandue parmi des ménages dirigés par des femmes.

Les conflits ont de profonds effets sur la vie des femmes, or celles-ci sont rarement consultées ou représentées lors du processus de rétablissement de la paix et de reconstruction. Ce sont souvent les femmes, toutefois, qui détiennent la clé de la réconciliation et du relèvement. Certains des accords de paix les plus efficaces, par exemple, ont été négociés avec la participation de femmes et ont débouché sur des mesures qui les autonomisent et qui protègent leurs droits de propriété ainsi que leurs droits fonciers et successoraux. La communauté internationale doit veiller à ce que les femmes deviennent des participantes actives et respectées dans les processus de négociation et de rétablissement de la paix.

CONTACTS

Abla Benhammouche

Responsable de programme de pays
Division Afrique orientale et australe
FIDA

Via del Serafico, 107
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 5459 2226
Courriel: a.benhammouche@ifad.org

LIENS

The Conflict Prevention and Reconstruction
Unit of the World Bank
www.worldbank.org/conflict

Plate forme européenne de prévention
et de transformation des conflits
www.euconflict.org

Forum on Early Warning
and Early Response (FEWER)
www.fewer.org

Oxfam's Conflict Campaign
www.oxfam.org.uk/what_you_can_do_campaign/conflict/index.html

Institut international de recherches
pour la paix de Stockholm
www.sipri.se

Haut Commissariat des Nations Unies
pour les réfugiés (HCR)
www.unhcr.ch

Coordonnées

Fonds international de développement agricole
Via del Serafico, 107 – 00142 Rome, Italie
Tél.: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Adresse électronique: ifad@ifad.org
www.ifad.org

POUR MÉMOIRE

- Plus d'une cinquantaine de pays ont actuellement ou récemment été plongés dans des guerres civiles ou des conflits transfrontières.
- Il y a un siècle, la plupart des conflits opposaient des États et 90% des morts et des blessés étaient des militaires. Aujourd'hui, presque tous les conflits sont des guerres civiles et 90% des victimes sont des civils.
- Depuis 1989, les guerres civiles et conflits régionaux ont fait plus de 4 millions de morts.
- Environ un tiers de la population mondiale est actuellement exposée à des conflits armés.
- Au cours des 15 dernières années, 15 des 20 pays les plus pauvres du monde ont connu des conflits armés.
- Environ la moitié des pays d'Afrique sont actuellement affectés par des conflits armés.
- En moyenne, l'expansion économique d'un pays se ralentit de 0,5% par an lorsqu'un de ses voisins est en guerre.
- Le nombre total de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays dans le monde est passé de 22 millions en 1985 à plus de 40 millions aujourd'hui.
- Les conflits au sujet de ressources naturelles, comme la terre et l'eau, sont extrêmement fréquents. En 1995, par exemple, des différends relatifs à l'eau ont déclenché 14 conflits internationaux.

Le développement en dépit de la désintégration

L'une des guerres civiles les plus tumultueuses de l'histoire récente s'est déroulée en Somalie et a laissé dans son sillage famine et maladie et un pays en ruine. Bien que les combats aient officiellement pris fin, les luttes qui se poursuivent pour le pouvoir dégénèrent souvent en conflits armés et l'insécurité continue de régner dans la majeure partie du pays.

La distribution des secours a été encore compliquée par le fait que la Somalie n'a pas de gouvernement internationalement reconnu. Faute d'administration ou d'appui d'organismes internationaux, l'assistance fournie au pays revêt habituellement la forme de secours humanitaires, et les programmes de développement sont rares.

Le FIDA, en association avec le Fonds belge de survie (FBS), a réagi à la crise en lançant le plus vaste programme de développement rural réalisé en Somalie. Comme le FIDA ne peut pas accorder de prêt formel à un pays qui n'est dirigé que par un gouvernement national de transition, ce programme, d'une valeur de 5,3 millions de USD, est financé par le FBS.

Le programme est réalisé dans la partie nord-ouest du pays, le Somaliland, où les habitants ont constitué leur propre administration démocratique indépendante. La stabilité rare qui règne au Somaliland a encouragé un afflux régulier de personnes qui avaient été déplacées, dont la plupart retrouvent leurs terres couvertes de broussailles, érodées ou improductives. Le programme conjoint FIDA-FBS collabore étroitement avec les communautés rurales pour les aider à reconstruire leurs exploitations et leurs moyens de subsistance. Beaucoup des activités entreprises dans le cadre de ce programme tendent à améliorer l'approvisionnement en eau et la conservation des sols, mais les

interventions sont également axées sur les besoins des ruraux dans d'autres domaines en fournissant des microcrédits, en dispensant des services de santé et en améliorant les routes.

L'aspect le plus novateur du programme est son degré élevé de participation et d'implication communautaires. Les communautés rurales planifient les interventions et apportent le travail nécessaire à la remise en état, à la construction et à la

maintenance de l'infrastructure, comme routes et points d'eau, et les villages encadrent et supervisent toutes les activités du programme. Non seulement des milliers de ruraux commencent-ils à recouvrer leurs moyens de subsistance, mais encore les communautés sont encouragées à travailler ensemble après des années de méfiance et d'animosité. Cette approche hautement participative sert aujourd'hui de modèle à divers programmes de reconstruction rurale menés dans d'autres pays.

Les communautés sont encouragées à travailler ensemble après des années de méfiance et d'animosité

La pauvreté pourrait être le problème

Il n'est pas surprenant que les conflits armés puissent générer la misère. Des guerres laissent les gens sans abri, sans nourriture ou sans source de revenus et créent souvent d'innombrables réfugiés.

Les agriculteurs, en particulier, sont obligés de quitter leurs terres ou de négliger leurs récoltes et leur bétail, leur sécurité personnelle étant menacée. Les guerres entraînent pillage et destruction et perturbent les services publics. Les familles pauvres deviennent encore plus vulnérables lorsque les femmes doivent, seules, s'occuper de la famille et lorsque les enfants ne peuvent pas poursuivre leurs études.

Mais la pauvreté est également l'une des causes profondes des conflits. Des tensions ethniques et des rivalités politiques peuvent certes déclencher une guerre civile, mais la situation économique peut jouer un rôle encore plus grand. La faiblesse de l'expansion économique et des revenus moyens et une forte dépendance à l'égard d'exportations de produits primaires peuvent être des causes majeures de conflits. Lorsque le revenu moyen d'un pays double, le risque de guerre civile se trouve réduit de moitié. En outre, le risque de conflit diminue en proportion directe de l'accélération du taux de croissance d'un pays. D'un autre côté, un pays risque cinq fois plus de connaître un conflit si plus de 25% de son revenu provient de l'exportation de produits primaires, comme du pétrole ou

des diamants, étant donné que les dirigeants de pays dotés de ressources naturelles aussi lucratives tendent à s'enrichir sans encourager d'autres types d'activités économiques.

Différents autres facteurs peuvent mettre le feu aux poudres, y compris les problèmes ethniques et religieux. L'inégalité sociale, la marginalisation politique et le stress environnemental sont aussi des causes majeures de conflit et constituent des problèmes auxquels sont couramment confrontés les pauvres. En outre, à mesure que les conflits deviennent de plus en plus tenaces, la violence a un impact plus marqué sur l'économie. Des marchés libres peuvent devenir des "marchés forcés", les forces armées ayant recours à la coercition pour maintenir des régimes protectionnistes et des différences de prix tandis que, de plus en plus, nombreux sont ceux qui renoncent purement et simplement à participer à l'activité des marchés.

De ce fait, les pays pauvres se trouvent enfermés dans un cercle vicieux, la pauvreté engendrant des conflits et les conflits aggravant la misère. En moyenne, chaque conflit accroît de 30% le nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté extrême.



Paix et conflit

Regrettablement, même lorsque les pays réussissent à régler les conflits, la paix n'est pas toujours durable. Près de la moitié des pays où la paix a été instaurée retombent en guerre en moins de cinq ans.

Traditionnellement, la communauté internationale des donateurs s'est employée à faire face aux conflits en s'attachant à satisfaire les besoins immédiats des populations en leur fournissant abris, vivres et eau. Mais les secours humanitaires sont habituellement mobilisés après que les combats ont déjà commencé, et la communauté internationale doit souvent faire face à des problèmes de santé et de nutrition de plus en plus graves sans infrastructure adéquate ou appui administratif.

Aujourd'hui, chacun s'accorde à reconnaître que la prévention des conflits peut être aussi importante que leur solution et peut même constituer une stratégie d'intervention préférable. Comme ce sont les pays pauvres qui sont les plus exposés à la guerre, les donateurs peuvent avoir l'impact le plus puissant en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et en appuyant des politiques et institutions de nature à reconstituer la cohésion sociale et à promouvoir l'expansion économique.

Les gouvernements des pays pauvres, pour leur part, peuvent y contribuer au moyen d'une bonne gouvernance, en luttant contre la corruption et en mettant en place de meilleurs services de santé et d'éducation et de meilleurs systèmes juridiques.

Mais la sécurité demeure l'élément le plus important. Les gens doivent se sentir en sécurité, aussi bien physiquement que financièrement. La reconstruction doit par conséquent comporter la création d'activités génératrices de revenus pour ceux qui ont perdu leurs exploitations ou leurs commerces pendant les conflits. Il faut distribuer des semences, des outils, des engrais et des animaux pour aider à relancer la production vivrière. Les pauvres doivent également avoir accès à des solutions à long terme, comme crédits et formation, pour reconstruire leurs moyens de subsistance et parvenir à une paix durable.